

**Direction des Achats, de la Logistique  
et du Biomédical**

**Pouvoir adjudicateur :**

**CHU de BREST**  
**Etablissement support du GHT de Bretagne Occidentale**  
2 avenue Foch  
29609 BREST CEDEX

**Procédure adaptée**

**CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Missions d'audit, d'accompagnement et de formation au  
lean management  
pour le Centre Hospitalier des Pays de Morlaix**

La procédure de consultation utilisée est une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et R.2123-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique (version en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2019)

Rédacteur : Nicolas BESNAULT  
Date : 6 juin 2025  
Référence : 2025DAL0077



# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET .....</b>	<b>4</b>
1.1 Désignation .....	4
1.2 Décomposition en lots .....	4
<b>ARTICLE 2 – PROCEDURE – FORME DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
2.1 Procédure.....	4
2.2 Forme du marché .....	4
<b>ARTICLE 3 – DUREE .....</b>	<b>4</b>
3.1 Durée de l'accord-cadre.....	4
3.2 Délais d'exécution .....	4
3.3 Marchés complémentaires et /ou similaires.....	4
<b>ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION .....</b>	<b>5</b>
5.1 Commandes .....	5
5.2 Exécution des commandes .....	6
5.3 Opération, vérification, admission .....	6
<b>ARTICLE 6 – PRIX ET REGLEMENT .....</b>	<b>7</b>
6.1 Règlement des prestations .....	7
6.2 Modalités de révision.....	7
6.3 Versement d'avance .....	7
6.4 Conditions de règlement.....	7
6.5 Dématérialisation des factures .....	8
<b>ARTICLE 7 – PENALITES .....</b>	<b>9</b>
7.1 Dispositions communes aux pénalités prévues aux articles 7.2, 7.3 et 7.4 .....	9
7.2 Pénalités de retard d'exécution des prestations.....	9
7.3 Pénalités pour mauvaise exécution.....	9
7.4 Pénalités de retard de livraison des livrables .....	9
7.5 Pénalités au titre de l'article L.8222-6 du Code du Travail .....	9
<b>ARTICLE 8 – CLAUSE DE REEXAMEN.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 9 – UTILISATION DES RESULTATS .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 10 – ASSURANCES.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 11 – CLAUSE DE DISCRETION.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 12 – RESILIATION .....</b>	<b>11</b>

<b>ARTICLE 13 – DIFFERENDS ET LITIGES .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 14 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 15 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE .....</b>	<b>12</b>

## **Préambule sur la référence aux textes en vigueur**

Cette procédure est passée en application du Code de la Commande Publique, version consolidée au 1<sup>er</sup> avril 2019.

Les documents de la consultation font référence à ce texte par la mention « Code de la Commande Publique » ou « CCP ».

## **Préambule sur le Groupement Hospitalier de Territoire - GHT**

Dans le cadre de la loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, le groupement hospitalier de territoire (GHT) de Bretagne Occidentale (territoire de santé n° 1) a été formé au 1er juillet 2016 par arrêté de l'agence régionale de santé Bretagne.

Le GHT de Bretagne Occidentale est composé des établissements suivants :

- le Centre Hospitalier Universitaire de Brest  
2 avenue Foch – 29609 BREST cedex
- Le Centre Hospitalier de Crozon  
Rue Théodore Botrel – BP 9 – 29160 CROZON
- Le Centre Hospitalier de Landerneau  
1 route de Pencran Lavallot – 29207 LANDERNEAU cedex
- Le Centre Hospitalier de Lanmeur  
9 rue Traon Bezen – 29620 LANMEUR
- Le Centre Hospitalier de Lesneven  
Rue Barbier de Lescoat – 29260 LESNEVEN
- Le Centre Hospitalier des Pays de Morlaix  
15 rue de Kersaint-Gilly – 29672 MORLAIX cedex
- Le Centre Hospitalier de Saint Renan  
17 rue de Brest – 29290 SAINT RENAN

A ce titre, l'acheteur est l'établissement support du GHT soit pour le GHT de Bretagne Occidentale :

Centre Hospitalier Universitaire de Brest  
2 avenue Foch – 29609 BREST cedex

qui assure la fonction achat pour le compte des établissements parties au groupement, conformément aux seuils de délégation de signature pour les marchés publics et contrats de concession.

Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest assure l'ensemble de la procédure de passation de l'accord-cadre et des avenants (article R6132-16 du Code de la santé publique). Il est chargé de signer l'accord-cadre, les avenants et de les notifier.

Chaque établissement partie exécute l'accord-cadre.

D'autres établissements membres du GHT sont susceptibles de s'ajouter à cet accord-cadre dans le cadre du groupement. Un ajout éventuel ferait l'objet d'un avenant.

## **ARTICLE 1 – OBJET**

### **1.1 Désignation**

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet la prestation suivante :

#### **Missions d'audit, d'accompagnement et de formation au lean management**

Pour le(s) établissement(s) du Groupement Hospitalier de Territoire de Bretagne Occidentale (GHT BO) suivant(s) :

- Le Centre Hospitalier des Pays de Morlaix (CH de Morlaix)

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **1.2 Décomposition en lots**

La prestation est composée d'un lot unique.

## **ARTICLE 2 – PROCEDURE – FORME DU MARCHÉ**

### **2.1 Procédure**

La procédure utilisée est celle de la procédure adaptée, par application de l'article R2123-1 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

### **2.2 Forme du marché**

Le marché revêt la forme d'un accord-cadre mono-attributaire sans remise en concurrence, fixant toutes les dispositions contractuelles, selon les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R2162-13 à R2162-14 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique, avec un montant maximum fixé à 220 000.00 € HT pour la durée totale de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 3 – DUREE**

### **3.1 Durée de l'accord-cadre**

L'accord-cadre prend effet à la date indiquée sur la lettre de notification, pour une durée de 48 mois.

Toutefois, l'acheteur se réserve la faculté de résilier l'accord-cadre à n'importe quel moment, sans indemnité pour le titulaire en cas de mauvaise exécution ou non-exécution de la prestation. A défaut d'accord, l'accord-cadre sera résilié par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **3.2 Délais d'exécution**

Les délais d'exécution se réalisent au fur et à mesure des besoins exprimés selon les modalités précisées à l'article 5 du présent CCAP.

### **3.3 Marchés complémentaires et /ou similaires**

Le CHU de Brest se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

## **ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre, par ordre de priorité d'application, sont les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses annexes ;
- les bons de commande ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Brest fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Brest fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – Arrêté du 30 mars 2021 ;
- la réponse technique du titulaire.

Les documents visés ci-dessus sont supposés connus du titulaire de l'accord-cadre ; celui-ci est tenu d'en accepter les clauses et conditions particulières qui seraient éventuellement contraires à ses conditions personnelles de vente ou à celles des organisations professionnelles.

## **ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION**

Les correspondances, réunions et discussions relatives à l'accord-cadre se dérouleront en français ; il appartiendra au titulaire de désigner, pour l'exécution de l'accord-cadre, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

### **5.1 Commandes**

L'exécution de l'accord-cadre s'opère par bons de commande établis au fur et à mesure des besoins et visés et adressés par le CH de Morlaix.

Le bon de commande vaut mise en demeure pour l'application de l'article 11 et pour l'exécution par défaut prévue à l'article 41 du CCAG /FCS.

Le bon de commande comporte :

- la référence au présent accord-cadre
- le numéro de commande
- le nom et l'adresse du titulaire
- la désignation de la prestation
- les lieux et jours /heures de prestation
- les prix unitaires
- le montant total HT et TTC du bon de commande
- l'adresse de facturation.

Toute prestation effectuée en l'absence de bon de commande ne fera l'objet d'aucun règlement.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions du bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au représentant de l'acheteur dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion, conformément aux dispositions prévues 3.7.2 du CCAG/FCS.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et leur exécution peut se poursuivre au-delà de son terme, sans toutefois prolonger la durée d'exécution de l'accord-cadre dans les conditions qui méconnaîtraient l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

## **5.2 Exécution des commandes**

Les prestations sont effectuées suivant les dispositions visées au CCTP. Le délai d'exécution court à compter de la date d'émission du bon de commande.

A défaut du respect des différents délais prévus, il sera fait application des articles 7.1, 7.2 et 7.4 du présent CCAP.

### IMPORTANT

En cas de **problème** concernant le respect des différents délais prévus, le prestataire s'engage à prévenir le CH de Morlaix, **dès réception du bon de commande**.

En cas de refus de réalisation de la prestation dans les délais impartis, l'acheteur pourra confier la prestation auprès du prestataire de son choix, aux frais et risques du titulaire, sans mise en demeure.

## **5.3 Opération, vérification, admission**

Le CH de Morlaix procède au contrôle de la conformité des prestations.

La constatation de l'exécution des commandes et les décisions qui s'en suivent seront conformes aux stipulations du CCAG/FCS et sont précisées dans le CCTP.

Lorsqu'une demande de livrable est demandée, l'admission des prestations consistera à constater la production des livrables prévus, et la satisfaction des attentes de l'acheteur, exprimées dans le CCTP.

**Un livrable** est tout résultat, document, mesurable, tangible ou vérifiable, qui résulte de l'achèvement d'une partie de projet ou du projet.

Le titulaire reste tenu par les objectifs et livrables /résultats décrits dans le présent document et devra affecter les moyens nécessaires à la réalisation des prestations conformément aux délais d'exécution fixés par le présent accord-cadre.

Les livrables doivent être restitués, sur support informatique (CD-Rom ou clé USB) et sur support papier (deux exemplaires).

Si la vérification est positive, l'acheteur procédera :

- **à l'admission** des prestations,
- ou**
- **à leur refaction**, s'il est estimé que les services, bien que ne satisfaisant pas entièrement aux conditions du marché, présentent des possibilités d'admission en l'état. L'acheteur peut alors prononcer une refaction, qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées (article 30.3 du CCAG/FCS).

Si la vérification est négative l'acheteur procédera :

- **à l'ajournement** des prestations pour causes de réserves formulées, dans les conditions prévues à l'article 30.2 du CCAG/FCS,
- ou**
- **à leur rejet** des prestations, dans les conditions prévues à l'article 30.4 du CCAG/FCS.

## **ARTICLE 6 – PRIX ET REGLEMENT**

### **6.1 Règlement des prestations**

**Les prestations sont réglées par le CH de Morlaix.**

Les prestations sont réglées sur la base des prix indiqués au cadre de réponse financière.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans l'accord-cadre sont établis en euros. Ils sont exprimés hors TVA. Le taux de TVA doit être précisé.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Les prix comprennent les frais nécessaires à la réalisation de la prestation, y compris les frais de transport, d'hébergement et de restauration.

### **6.2 Modalités de révision**

Les prix sont fermes sur la durée de l'accord-cadre

### **6.3 Versement d'avance**

Une avance de 5% peut être accordée sauf renonciation écrite du titulaire.

Cette clause ne s'applique pas si le montant de la commande est inférieur au seuil de 50 000 € H.T.

Dans le cas où le titulaire souhaiterait le versement de cette avance, il leur sera demandé la production d'une garantie à première demande.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande.

Le montant de l'avance est déterminé conformément à l'article 11.1 /Option B du CCAG/FCS portant application de l'article R2191-7 Al. 3° du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

Si le délai d'exécution n'excède pas 12 mois, cette avance est égale à 5% (ou le cas échéant 10% pour les petites et moyennes entreprises) du montant initial toutes taxes comprises de la commande.

Si le délai d'exécution est supérieur à 12 mois, cette avance est égale à 5% (ou le cas échéant 10% pour les petites et moyennes entreprises) de la somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises de la commande divisé par sa durée exprimée en mois.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance sera mandatée sur le vu d'un projet de décompte présenté par le prestataire.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant minimum TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

### **6.4 Conditions de règlement**

**Les factures sont établies pour le CH de Morlaix.**



Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait sur présentation de factures portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◇ le nom, l'adresse, le numéro de SIRET du créancier,
- ◇ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- ◇ le numéro et la date du bon de commande
- ◇ le numéro de l'accord-cadre
- ◇ la date de la facture
- ◇ la désignation précise de la prestation fournie
- ◇ le prix unitaire hors T.V.A. des prestations
- ◇ le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée
- ◇ le taux et le montant de la T.V.A. et des éventuelles taxes annexes
- ◇ le montant total toutes taxes comprises correspondant aux prestations rendues.

Le délai de mandatement s'apprécie à compter de la date de réception des factures par le CH de Morlaix.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 50 jours. Le dépassement ouvre de plein droit le versement d'intérêts moratoires.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est celui appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile en cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28 janvier 2013 est également due.

Il doit être établie une facture par prestation. Les factures seront adressées dans un délai de 10 jours suivant la fin de la prestation prévue au bon de commande (et au plus tard fin de décade de prestation).

## **6.5 Dématérialisation des factures**

L'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique a prévu une dématérialisation des demandes de paiement applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 aux grandes entreprises et aux fournisseurs publics, puis progressivement généralisée jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2020 en tenant compte de la taille des entreprises concernées.

L'utilisation de CHORUS PORTAIL PRO (CPP) est ainsi désormais obligatoire pour toutes les demandes de paiement.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique doit passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement doit rejeter la facture transmise en avertissant le titulaire au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite de l'établissement concerné, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

Vous trouverez un « kit documentaire fournisseur » sur la plate-forme communauté Chorus Pro :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4016>

Cette plate-forme est accessible sans identifiant ni mot de passe.

## **ARTICLE 7 – PENALITES**

### ***7.1 Dispositions communes aux pénalités prévues aux articles 7.2, 7.3 et 7.4***

Des pénalités sont appliquées à l'entreprise titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels.

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG /FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Toutes ces pénalités sont cumulables.

Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Outre l'application de pénalités, dans le cas où le titulaire manquerait de façon répétée à ses obligations contractuelles, l'établissement pourra résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire dans les conditions fixées à l'article 12 du présent CCAP.

### ***7.2 Pénalités de retard d'exécution des prestations***

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant à **100 euros TTC par jour de retard**.

### ***7.3 Pénalités pour mauvaise exécution***

En cas de mauvaise exécution ou de non-exécution de la prestation, le prestataire encourt une pénalité de **100 euros TTC par cas constaté**.

### ***7.4 Pénalités de retard de livraison des livrables***

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, lorsque le délai contractuel de présentation des livrables est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant à **100 euros TTC par jour de retard**.

### ***7.5 Pénalités au titre de l'article L.8222-6 du Code du Travail***

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même Code, il pourra lui être appliqué une pénalité journalière de 100€ H.T., dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 et de 10 % du montant de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 8 – CLAUSE DE REEXAMEN**

L'accord-cadre pourra faire l'objet de modification dans les cas suivants :

- Prolongation des délais d'exécution, la prolongation du délai d'exécution ne pouvant résulter que d'un avenant.
- Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie de l'accord-cadre en ce qu'il impacte le prix des prestations prévues à l'accord-cadre, les parties contractantes peuvent convenir de la modification des prix, le cas échéant pour une durée limitée. Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques de l'accord-cadre, la délivrance des prestations prévues à l'accord-cadre dans leur niveau de qualité ou de prix. Sous réserve de l'accord des deux parties, cette modification fera l'objet d'un avenant.  
En cas de désaccord sur les conséquences financières, l'exécution de l'accord-cadre est poursuivie dans les mêmes conditions par le titulaire. L'acheteur peut également décider de résilier l'accord-cadre pour ce motif, pour événements extérieurs à l'accord-cadre, sans indemnité pour le titulaire.
- Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.  
L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Toute clause de réexamen ou modification de l'accord-cadre fera systématiquement l'objet d'un avenant qui devra être signé par le titulaire et l'acheteur hormis quand une modification unilatérale est décidée par l'acheteur.

L'accord-cadre peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils fixés par la réglementation en vigueur, en application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 9 – UTILISATION DES RESULTATS**

Les dispositions relatives à l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs de l'acheteur et du prestataire seront conformes aux stipulations définies au chapitre 6 du CCAG /FCS.

## **ARTICLE 10 – ASSURANCES**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1832 à 1834 du Code Civil ainsi qu'au titre des responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient des garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

## **ARTICLE 11 – CLAUSE DE DISCRETION**

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer, ni à utiliser, à d'autres fins que l'exécution du présent accord-cadre, les informations qu'il est amené à connaître, directement ou indirectement, du fait de l'exécution de l'accord-cadre.

De même, le titulaire s'engage pour lui ou pour toute autre personne agissant pour son compte à tenir confidentielle toute autre communication ou renseignements, documents, objets quelconques, que celle expressément prévue au présent accord-cadre et ne faire, dans les mêmes conditions, aucune communication sur les missions qui lui sont confiées.

L'acheteur sera fondé à résilier de plein droit le présent accord-cadre sans indemnités, en cas de manquement du titulaire ou de l'un de ses cocontractants à l'obligation de discrétion.

## **ARTICLE 12 – RESILIATION**

L'accord-cadre pourra être résilié suivant les dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS. Par dérogation à l'article 42, le titulaire ne pourra prétendre en aucun cas au versement d'une indemnité tel que prévu à l'article 43 du CCAG/FCS.

L'acheteur se réserve également le droit de résilier totalement ou partiellement ou de modifier l'accord-cadre pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- cessation d'activité de la part du prestataire attributaire qui en aura avisé le Directeur des Achats, de la Logistique et du Biomédical du CHU de Brest au moins deux mois à l'avance ;
- en cas de cessation volontaire de commerce, faillite ou de liquidation judiciaire. Dans ce cas, l'accord-cadre sera résilié de plein droit, sans préjudice des droits à exercer au nom de l'établissement sur les prix prestations non soldées. En cas de cession de fonds de commerce, le nouveau titulaire prendra à sa charge, après élaboration d'un avenant de transfert, les engagements souscrits par son prédécesseur ;
- changement d'intervenant non accepté par l'établissement exécutant la prestation ;
- insuffisances relatives à la qualité des prestations ;
- réalisation inexacte ou incomplète de la prestation ;
- non-respect des délais.

### **ATTENTION :**

En application des dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire. Dans ce cas, la décision de résiliation mentionnera expressément le recours à cette disposition.

La résiliation sera prononcée par lettre recommandée du CHU de Brest avec accusé de réception et prendra effet 15 jours après sa notification au titulaire.

## **ARTICLE 13 – DIFFERENDS ET LITIGES**

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Tout différend survenant à l'occasion de la présente consultation sera soumis, préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues dans le CCAG/FCS, au Directeur des Achats, de la Logistique et du Biomédical du CHU de Brest ou son représentant.

En cas de différend relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, entre le titulaire de l'accord-cadre et l'acheteur, le CHU de Brest proposera au prestataire de régler le litige à l'amiable.

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif de Rennes sera compétent.

## **ARTICLE 14 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX**

L'article 7.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG /FCS

L'article 7.2 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG /FCS

L'article 7.4 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG /FCS

L'article 12 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG /FCS

## **ARTICLE 15 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

La Trésorerie Principale de BREST CH est chargée du paiement des prestations fournies dans le cadre du présent accord-cadre pour le CH de Morlaix.